

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.804/AG
DU 13 JANVIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Ministre de l'Emploi, de l'Économie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'incendie et l'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, le 7 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à la mise en place du régime de paiement unique, fait à Bruxelles le ... 2008",

a donné l'avis suivant :

Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.804/AV
VAN 13 JANUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 7 januari 2009 door de Minister van Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met betrekking tot de implementatie van de bedrijfstoelageregeling, gedaan te Brussel op ... 2008",

heeft het volgende advies gegeven :

Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

1. L'avant-projet d'ordonnance soumis pour avis a pour objet de porter assentiment à l'accord de coopération du 24 novembre 2008 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la mise en place du régime de paiement unique (ci-après: accord de coopération paiement unique).

Selon son article 2, cet accord de coopération a pour objectif d'assurer une mise en oeuvre cohérente du régime de paiement unique visé par le règlement (CE) 1782/2003 ¹, d'organiser à cet égard l'exercice conjoint de compétences en rapport avec des règles ayant des effets dépassant les limites territoriales des Régions et de prévoir une "assistance technique" par la Région flamande de la gestion des régimes de soutien direct pour la Région de Bruxelles-Capitale.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

Compétence

2.1. L'accord de coopération paiement unique, conclu sur le fondement de l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, concerne une matière visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de cette loi spéciale. Il résulte de cette disposition, qu'hormis quelques exceptions qui ne sont pas pertinentes en l'espèce, la politique agricole relève de la compétence des Régions. Il faut toutefois observer ce qui suit.

⁽¹⁾ Règlement (CE) n/ 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les règlements (CEE) n/ 2019/93, (CE) n/ 1452/2001, (CE) n/ 1453/2001, (CE) n/ 1454/2001, (CE) n/ 1868/94, (CE) n/ 1251/1999, (CE) n/ 1254/1999, (CE) n/ 1673/2000, (CEE) n/ 2358/71 et (CE) n/ 2529/2001.

2.2.1. Comme il a été indiqué *sub* 1, l'accord de coopération paiement unique prévoit une assistance de la Région de Bruxelles-Capitale par la Région flamande. Pour ce faire, il est créé, en vue de l'application du régime du paiement unique, une zone "Nord" qui correspond au territoire de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale (article 3), pour laquelle l'organisme payeur de la Région flamande exerce toutes les missions d'un organisme payeur, également en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, tant que celle-ci ne dispose pas d'un organisme payeur agréé ². Plus généralement, il est également prévu que la Région flamande assiste administrativement la Région de Bruxelles-Capitale pour la gestion et le contrôle des dossiers relatifs aux régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune en faveur des agriculteurs dont l'adresse de correspondance ou toutes les unités de production sont situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale (article 8). L'accord revient donc en fait à ce que, dans le cadre du régime du paiement unique, la Région flamande exercera certaines compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

2.2.2. L'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, permet à l'État, aux Communautés et aux Régions de conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun.

Des accords de coopération ont vocation à compléter le principe de la répartition exclusive des compétences à l'État, aux Communautés et aux Régions, et nullement à y déroger ³. Ils permettent notamment de résoudre la difficulté, inhérente à un système de compétences exclusives, de mener une politique commune ⁴. Il est cependant essentiel que les compétences soient exercées conjointement, ce qui suppose

(2) L'autre zone est la zone "Sud" qui couvre le territoire de la Région wallonne, pour laquelle l'organisme payeur de cette région est compétent.

(3) Cour constitutionnelle, n/ 17/94, 3 mars 1994, B.5.2, avec une référence à l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n/ 516/1, p. 30) et à l'exposé du Ministre des Réformes institutionnelles (F) à la Commission du Sénat (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1988, n/ 405/2, p. 7).

(4) Consulter l'exposé du Ministre des réformes institutionnelles (F), *Doc. parl.*, Sénat, S.E., 1988, n/ 405/2, p. 47.

une participation de chacune des parties concernées par l'accord de coopération ou de leurs composantes.

En revanche, la conclusion d'un accord de coopération ne peut conduire à ce que l'État fédéral, une Communauté ou une Région se dépouille de l'exercice d'une compétence qui lui a été attribuée par la Constitution ou par une loi spéciale. En d'autres mots, un accord de coopération ne peut entraîner un échange, un abandon ou une restitution de compétence ⁵.

2.2.3. En l'occurrence, force est de constater que le régime figurant à l'article 8 de l'accord de coopération paiement unique ne concerne, ni l'exercice conjoint de compétences propres, ni la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, ni le développement d'initiatives en commun, ni toute autre forme d'intervention conjointe, mais doit au contraire être considéré comme une délégation de l'exercice d'une partie d'une compétence propre d'une Région à l'autre Région, en l'occurrence, de la Région de Bruxelles-Capitale à la Région flamande. Il s'ensuit que l'article 8 de cet accord de coopération n'est pas conforme à l'article 92*bis*, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, que l'article 42 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises déclare applicable à la Région de Bruxelles-Capitale.

L'article 8 précité serait toutefois conforme aux règles répartitrices de compétences s'il prévoyait la création d'un service commun à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'application de la réglementation en matière de paiement unique ou d'autres mesures d'aide ⁶.

⁽⁵⁾ Cour constitutionnelle, n/ 17/94, 3 mars 1994, B.5.3; avis 18.638/VR du 13 juillet 1988 sur un projet devenu la loi du 8 août 1988, *Doc. parl.*, Chambre, S.E., 1988, n/ 516/1, (p. 32), p. 52.

⁽⁶⁾ Une autre solution consisterait à diviser le territoire en trois zones correspondant chacune au territoire d'une Région pour laquelle un organisme payeur propre serait compétent.

CONFORMITÉ AU DROIT COMMUNAUTAIRE EUROPÉEN

3. Le premier considérant de l'accord de coopération paiement unique se réfère au règlement (CE) n/ 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 ainsi qu'à ses règlements d'application. Comme il a été précédemment relevé, conformément à son article 2, 1, cet accord de coopération a entre autres pour objectif d'assurer, au niveau du territoire belge, une cohérence de l'ensemble du dispositif de mise en œuvre du régime de paiement unique prévu par ledit règlement (CE) n/ 1782/2003 et ses règlements d'application.

Si, à première vue, les dispositions de l'accord de coopération en question paraissent être conformes à ces instruments communautaires et constituer des mesures d'exécution de ceux-ci, complémentaires à leurs dispositions et nécessaires à l'application effective de celles-ci, il s'avère toutefois extrêmement difficile de vérifier s'il en est effectivement ainsi.

En effet, outre que les règlements d'application du règlement (CE) n/ 1782/2003 ne sont pas identifiés dans l'accord de coopération paiement unique, ce dernier n'explicite pas non plus le lien entre ses dispositions et celles des règlements concernés ⁷.

L'accord de coopération paiement unique devrait précisément identifier les règlements d'application du règlement (CE) n/ 1782/2003 concernés et également les dispositions des règlements concernés dont les dispositions de l'accord de coopération portent exécution. Pareille identification est d'autant plus nécessaire vu la complexité et la technicité du contexte juridique tant européen qu'interne dudit accord de coopération.

⁽⁷⁾ Un tel lien n'est par ailleurs établi ni dans l'exposé des motifs du projet portant assentiment de l'accord de coopération paiement unique ni dans aucun des documents qui ont été transmis à la section de législation du Conseil d'État.

DÉLÉGATIONS

4. L'accord de coopération paiement unique comporte un certain nombre de délégations aux "autorités compétentes des Régions", qui sont "les Ministres régionaux ayant en charge l'agriculture ou leur délégué" (voir l'article 1^{er}, 2/, de l'accord de coopération).

Des pouvoirs réglementaires ne peuvent en aucun cas être transférés à des "délégués" des ministres compétents. En ce qui concerne les délégations à ces ministres, il y a lieu d'observer qu'elles doivent rester limitées à des matières secondaires ou de détail. Les auteurs du projet doivent examiner si toutes les délégations aux "autorités compétentes des Régions" sont conformes à ce critère. En tout état de cause, eu égard à la disposition de l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, si certains des régimes qui font l'objet de ces délégations ont trait à des obligations des agriculteurs concernés ou peuvent influencer l'étendue de leurs droits ⁸, ils doivent figurer dans l'accord de coopération paiement unique (ou dans un autre accord de coopération auquel les législateurs concernés doivent donner leur assentiment).

CONCORDANCE ENTRE LES TEXTES FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS

5. Les textes français et néerlandais de l'accord de coopération ne correspondent pas toujours (voir par exemple les articles 8, § 2 ⁹, 10, 11, 14, 25, 26, § 1^{er}, 30, 33, 34, 37, § 3, et 40, § 1^{er}), ce à quoi il y a lieu de remédier.

⁽⁸⁾ Voir par exemple l'article 5, § 3, de l'accord de coopération.

⁽⁹⁾ Où, dans le texte néerlandais, il y a notamment lieu d'écrire "onverschuldigde" au lieu de "verschuldigde".

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE

6. Il n'est pas d'usage de désigner les accords de coopération prévus à l'article 92*bis* de la loi spéciale du 8 août 1980 par référence au lieu où ils ont été conclus ou signés. Dès lors, il y a lieu de supprimer dans l'intitulé du projet les mots ", fait à Bruxelles le ... 2008". Par contre, la date de signature, 24 novembre 2008, sera mentionnée.

7. L'article 2 sera mieux rédigé comme suit: "Assentiment est donné à l'accord de coopération du 28 novembre 2008 entre ... (la suite comme dans le projet)" ¹⁰.

8. Il y a lieu d'ajouter un exposé des motifs au projet.

⁽¹⁰⁾ Voir *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, Conseil d'État, 2008, n/ 210.2, formule F 4-1-5, à consulter sur le site internet du Conseil d'État (www.raadvst-consetat.be).

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

1. Het om advies voorgelegde voorontwerp van ordonnantie strekt tot het verlenen van instemming met het samenwerkingsakkoord van 24 november 2008 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de implementatie van de bedrijfstoelageregeling (hierna: samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling).

Dat samenwerkingsakkoord heeft luidens zijn artikel 2 als doel een coherente uitvoering te verzekeren van de bedrijfstoelageregeling, bedoeld in verordening (EG) nr. 1782/2003 ¹, in dit verband de gezamenlijke uitoefening van bevoegdheden te regelen met betrekking tot regels waarvan de gevolgen de territoriale grenzen van de gewesten overstijgen en te voorzien in een "technische bijstand" door het Vlaamse Gewest voor het beheer van de rechtstreekse steunregelingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Bevoegdheid

2.1. Het samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling, gesloten op grond van artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, betreft een aangelegenheid bedoeld in artikel 6, § 1, V, van die bijzondere wet. Op grond van die bepaling behoort het landbouwbeleid, behoudens enkele uitzonderingen die te dezen niet relevant zijn, tot de bevoegdheid van de gewesten. Evenwel dient het volgende te worden opgemerkt.

⁽¹⁾ Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001.

2.2.1. Zoals *sub* 1 werd aangegeven, wordt in het samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling voorzien in een ondersteuning van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door het Vlaamse Gewest. Daartoe wordt voor de toepassing van de bedrijfstoelageregeling een zone "Noord" gecreëerd die bestaat uit het grondgebied van het Vlaamse Gewest en van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (artikel 3), waarvoor het betaalorgaan van het Vlaamse Gewest alle opdrachten van een betaalorgaan uitvoert, ook met betrekking tot het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot zolang dit laatste gewest niet over een eigen erkend betaalorgaan beschikt ². Ook wordt meer algemeen bepaald dat het Vlaamse Gewest administratieve ondersteuning verleent aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het beheer en de controle van de dossiers betreffende de rechtstreekse betalingen in het raam van het Europese landbouwbeleid ten behoeve van landbouwers van wie het correspondentieadres of alle productie-eenheden zijn gelegen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (artikel 8). De regeling komt er derhalve op neer dat bepaalde bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het raam van de bedrijfstoelageregeling zullen worden uitgeoefend door het Vlaamse Gewest.

2.2.2. Krachtens artikel 92bis, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kunnen de federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven.

Samenwerkingsakkoorden zijn bedoeld als een aanvulling op het beginsel van de exclusieve bevoegdheden van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, en geenszins als een afwijking van dat beginsel ³. Er wordt mee beoogd een oplossing te bieden voor de moeilijkheid die erin bestaat om, in een stelsel van exclusieve

(2) De andere zone is de zone "Zuid", die het grondgebied van het Waalse Gewest beslaat en waarvoor het betaalorgaan van het Waalse Gewest bevoegd is.

(3) Grondwettelijk Hof, nr. 17/94, 3 maart 1994, B.5.2, met een verwijzing naar de memorie van toelichting bij het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 30), en de uiteenzetting van de Minister van Institutionele Hervormingen (F) voor de Senaatscommissie (*Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1988, nr. 405/2, p. 7).

bevoegdheden, gezamenlijk een beleid uit te werken ⁴. Essentieel is evenwel dat bevoegdheden samen worden uitgeoefend, wat een inbreng van elke bij het samenwerkingsakkoord of onderdeel ervan betrokken partij veronderstelt.

Het sluiten van een samenwerkingsakkoord mag er daarentegen niet toe leiden dat de federale Staat, een gemeenschap of een gewest zich ontdoet van de uitoefening van een bevoegdheid die hen door de Grondwet of door een bijzondere wet is toegewezen. Een samenwerkingsakkoord mag met andere woorden geen uitwisseling, afstand of teruggave van bevoegdheden inhouden ⁵.

2.2.3. Te dezen moet worden vastgesteld dat de regeling die is opgenomen in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling niet wordt betrokken op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, noch op het gezamenlijk oprichten en het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, noch op het gemeenschappelijk ontwikkelen van initiatieven, noch op enige andere vorm van gezamenlijk optreden, doch integendeel moet worden aangemerkt als een overdracht van de uitoefening van een onderdeel van een eigen bevoegdheid van het ene gewest naar het andere gewest, in dit geval van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar het Vlaamse Gewest. Artikel 8 van dat samenwerkingsakkoord is derhalve niet in overeenstemming met artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat op grond van artikel 42 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen van toepassing is verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het genoemde artikel 8 zou wel in overeenstemming zijn met de bevoegdheidverdelende regels mocht het voorzien in de oprichting van een dienst, gemeenschappelijk aan het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die instaat voor de toepassing van de bedrijfstoelageregeling of van andere steunregelingen ⁶.

⁽⁴⁾ Rdpl. de uiteenzetting van de Minister van Institutionele Hervormingen (F), *Parl. St.*, Senaat, B.Z. 1988, nr. 405/2, p. 47.

⁽⁵⁾ Grondwettelijk Hof, nr. 17/94, 3 maart 1994, B.5.3; advies 18.638/VR van 13 juli 1988 over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 8 augustus 1988, *Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, (p. 32), p. 52.

⁽⁶⁾ Een andere oplossing is het indelen van het grondgebied in drie zones, elk samenvallend met het grondgebied van een gewest waarvoor telkens een eigen betaalorgaan van het betrokken gewest bevoegd is.

CONFORMITEIT MET HET EUROPESE GEMEENSCHAPSRECHT

3. In de eerste considerans van het samenwerkingsakkoord bedrijfstoeslagregeling wordt verwezen naar verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 alsook naar de toepassingsverordeningen ervan. Zoals er zojuist op gewezen is, heeft dit samenwerkingsakkoord, luidens artikel 2, 1, ervan, onder meer tot doel om op het niveau van het Belgisch grondgebied een coherente uitvoering te verzekeren van de bedrijfstoeslagregeling zoals bepaald in verordening (EG) nr. 1782/2003 en de toepassingsverordeningen ervan.

Hoewel de bepalingen van het betrokken samenwerkingsakkoord op het eerste gezicht lijken overeen te stemmen met deze gemeenschapsinstrumenten en maatregelen ter uitvoering ervan lijken te vormen, die de bepalingen ervan aanvullen en noodzakelijk zijn voor de daadwerkelijke toepassing van deze bepalingen, blijkt het evenwel uiterst moeilijk na te gaan of dit daadwerkelijk het geval is.

Naast het gegeven dat de toepassingsverordeningen van verordening (EG) nr. 1782/2003 niet benoemd zijn in het samenwerkingsakkoord bedrijfstoeslagregeling, wordt in dat samenwerkingsakkoord immers evenmin het verband tussen de bepalingen ervan en die van de betrokken verordeningen verduidelijkt ⁷.

In het samenwerkingsakkoord bedrijfstoeslagregeling zouden meer bepaald de betrokken toepassingsverordeningen van verordening (EG) nr. 1782/2003 moeten worden benoemd, en eveneens de bepalingen van de betrokken verordeningen die bij de bepalingen van het samenwerkingsakkoord worden uitgevoerd. Een zodanige verduidelijking is des te noodzakelijker wegens de complexiteit en de technische aard van de juridische context, zowel Europees als intern, van het betrokken samenwerkingsakkoord.

⁽⁷⁾ Een zodanig verband wordt trouwens niet aangetoond, noch in de memorie van toelichting van het ontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord bedrijfstoeslagregeling, noch in een van de documenten die aan de afdeling wetgeving van de Raad van State overgezonden zijn.

DELEGATIES

4. Het samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling bevat een aantal delegaties aan de "bevoegde overheden van de Gewesten", dit zijn "de Gewestministers die bevoegd zijn voor het landbouwbeleid of hun afgevaardigden" (zie artikel 1, 2/, van het samenwerkingsakkoord).

In geen geval kunnen reglementaire bevoegdheden worden gedelegeerd aan "afgevaardigden" van de bevoegde ministers. Wat de delegaties aan die ministers betreft, moet worden opgemerkt dat ze beperkt dienen te blijven tot aangelegenheden van bijkomstige of detailmatige aard. De stellers van het ontwerp dienen na te gaan of alle delegaties aan "bevoegde overheden van de Gewesten" aan dit criterium beantwoorden. In ieder geval dienen, zo bepaalde van de regelingen die het voorwerp uitmaken van die delegaties betrekking zouden hebben op verplichtingen van de betrokken landbouwers of de omvang van hun rechten zouden kunnen beïnvloeden ⁸, die regelingen, gelet op het bepaalde in artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, te worden opgenomen in het samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling (of in een ander door de betrokken wetgevers goed te keuren samenwerkingsakkoord).

CONCORDANTIE TUSSEN DE NEDERLANDSE EN DE FRANSE TEKST

5. De Nederlandse en de Franse tekst van het samenwerkingsakkoord bedrijfstoelageregeling stemmen niet steeds overeen (zie bijvoorbeeld de artikelen 8, § 2 ⁹, 10, 11, 14, 25, 26, § 1, 30, 33, 34, 37, § 3, en 40, § 1), wat dient te worden verholpen.

⁽⁸⁾ Zie bijvoorbeeld artikel 5, § 3, van het samenwerkingsakkoord.

⁽⁹⁾ Waar met name in de Nederlandse tekst "onverschuldigde" dient te worden geschreven in plaats van "verschuldigde".

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN ORDONNANTIE

6. Het is niet gebruikelijk om bij het refereren aan samenwerkingsakkoorden, bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, de plaats te vermelden waar ze zijn gesloten of ondertekend. In het opschrift van het ontwerp schrappen men derhalve de woorden ", gedaan te Brussel op ... 2008". De datum van ondertekening, 24 november 2008, vermeldde men daarentegen wel.

7. Artikel 2 wordt beter geredigeerd als volgt: "Instemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord van 24 november 2008 ... (vervolg zoals in het ontwerp)" ¹⁰.

8. Aan het ontwerp dient een memorie van toelichting te worden toegevoegd.

⁽¹⁰⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, Raad van State, 2008, nr. 210.2, formule F 4-1-5, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

L'assemblée générale de la section de législation
était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetge-
ving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

P. LIÉNARDY,
J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,
W. VAN VAERENBERGH,

Mesdames
Mevrouwen

H. COUSY
J. VELAERS,
G. KEUTGEN,
A. WEYEMBERGH,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

D. LANGBEEN,
A. BECKERS,

greffier en chef,
hoofdgriffier,
greffier,
griffier.

Les rapports ont été rédigés par
M. L. DETROUX, premier auditeur, et
Mme G. SCHEPPERS, auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door de
H. L. DETROUX, eerste auditeur, en
Mevr. G. SCHEPPERS, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

D. LANGBEEN

R. ANDERSEN